

blant de bordel !), amis, terre, palmiers dattiers, eau... Pourquoi chercher ailleurs ? La question ne se pose même pas, ni, par conséquent, celle du « progrès ». Quel besoin les villageois auraient-ils, par exemple, d'un débarcadère que le « gouvernement » (autant dire un aréopage de la planète Mars) envisage un moment de construire sur le Nil, devant le village ?

Ce recueil nostalgique mais assez joyeux se termine joliment par un court récit d'à peine six pages, « Une poignée de dattes », légèrement décalé par rapport aux deux autres. Écrit à la première personne par un narrateur qui évoque une péripétie de son enfance, il manifeste une subtile distance critique d'avec les mœurs villageoises. Plus exactement, le jeune narrateur raconte comment son grand-père bien-aimé achetait ses terres à un homme, Mas'oud, lequel en vendait une partie à chacun de ses nombreux mariages et, ainsi, se ruinait. En moins de dix pages, sans poser formellement la nécessité d'un choix moral, Salih parvient à exprimer de manière poignante le conflit intérieur qui agite le jeune garçon, évidemment incapable de choisir entre un grand-père qu'il ne peut juger – il précise quand même, timidement, comme à mi-voix, qu'il « *ne riait jamais* » – et Mas'oud dont il aime la façon de chanter et le « *rire puissant qui ressemblait au bruit du ruissellement d'un torrent* ».

—J.-C. P.

---

SAMI MUSALLAM. *THE STRUGGLE FOR JERUSALEM*. JÉRUSALEM, PASSIA, MAI 1996 (ÉDITION BILINGUE, ARABE-ANGLAIS).

Avec ce livre, Sami Musallam continue à utiliser sa double compétence (de formation universitaire, c'est aussi un militant que son engagement a propulsé dans les sphères de la décision nationale, puisqu'il dirige aujourd'hui le cabinet du président Arafat à Jéricho, après l'avoir dirigé de longues années à Tunis) pour offrir au lecteur une perspective unique sur un sujet dont la centralité n'est plus à démontrer : Jérusalem. Il y a deux ans déjà, dans cette revue, on pouvait lire

le texte d'une intervention de Sami Musallam (voir *REP* n° 50, hiver 1994) sur Jérusalem, la ville de sa naissance et de son enfance, qui témoignait de la continuité chez lui de cette préoccupation. Et comme, il y a dix ans déjà, son travail sur les institutions de l'OLP, où l'Etat indépendant apparaissait en filigrane, avait fait référence, son présent travail sur la conception palestinienne de « la bataille de Jérusalem » et sur l'articulation de cette dernière avec l'ensemble de la stratégie politique de l'OLP et de l'Autorité nationale palestinienne, doit être lu avec soin. Il documente cette position : s'appuyant sur sa propre connaissance de l'interactivité qui préside à l'évolution et à la cristallisation du discours palestinien, il transforme telle ou telle « petite phrase » en élément constitutif d'une démarche, d'un discours, d'une « ligne ». C'est, par exemple, ce qu'il fait brillamment en analysant le « sermon » de Yasser Arafat dans la mosquée de Johannesburg, en 1994, ou à propos de la distinction entre grands et petits jihads.

D'où l'extrême intérêt de ce livre, qui donne de précieuses clés de lecture à celui qui voudrait déchiffrer les affirmations et les non-dits du discours palestinien sur la question de Jérusalem.

Publié quelques semaines avant que n'éclate la « bataille de Jérusalem » qui allait déboucher sur les sanglants affrontements et les morts de septembre 1996, il fait le point et récapitule les axes autour desquels, depuis Madrid, la question de Jérusalem s'articule à l'ensemble du processus de paix. Il illustre aussi à quel point la bataille pour la souveraineté à Jérusalem-Est s'identifie à la bataille pour les institutions palestiniennes, et celle-ci dernière à la bataille pour la Maison d'Orient. D'où l'importance de la lettre de Shimon Pérès à feu le ministre norvégien des Affaires étrangères Johann Juergen Holst, où le premier s'engageait à préserver le statu quo pour les institutions palestiniennes à Jérusalem-Est, entendez que le gouvernement israélien ne toucherait pas à la Maison d'Orient ni à son statut. Ce n'est pas l'un des moindres mérites de ce livre que de réunir tous ces documents *in extenso*, tout en archivant les déclarations et prises de position des divers acteurs. D'où l'importance aussi de la crise provoquée par la

question de Jérusalem, au moment de la première conférence de Paris sur le développement et la reconstruction, avec la Banque mondiale et l'ensemble des pays donateurs. On peut déjà voir les grands axes de cette bataille dont le monde semble n'avoir pris conscience que lorsque le gouvernement israélien a décidé de creuser, à Jérusalem, un tunnel sous la paix.

Dans une section particulièrement riche en documents, l'auteur traite aussi du rapport entre la souveraineté politique et la supervision religieuse, analysant à cet égard le traité de paix israélo-jordanien, la polémique jordano-palestinienne de 1994 et l'état actuel de la question dans les institutions arabes et islamiques internationales.

La conclusion, « Un programme d'action pour la paix », a fourni à l'ouvrage son sous-titre. Elle part du constat, devenu lieu commun, que le sort de la paix se joue à Jérusalem, et propose, en termes peut-être trop généraux, les bases et les contours d'un front international (et pas seulement occidental) pour la paix à Jérusalem et à partir de Jérusalem. A lire, impérativement, pour ceux, et nous sommes nombreux, que ce dossier obsède.

—ILAN HALEVI

---

YITZHAK GALNOOR. *THE PARTITION OF PALESTINE : DECISION CROSSROADS IN THE ZIONIST MOVEMENT* (LE PARTAGE DE LA PALESTINE : LES CARREFOURS DE DÉCISION DANS LE MOUVEMENT SIONISTE). ALBANY, STATE UNIVERSITY OF NEW YORK PRESS, 1995, 379 p.

Au moment même où les lignes de démarcation entre Israël et l'entité palestinienne naissante sont en train de changer, cet ouvrage constitue une contribution bienvenue. L'auteur, Yitzhak Galnoor, est professeur de sciences politiques à l'université hébraïque de Jérusalem et éditeur de la « Eshkolot Library », une collection sur la société et la vie politique en Israël. L'objet du livre qui fait partie d'une étude plus étendue sur « l'Etat, les territoires et les frontières » (p. xv), est l'examen de ces concepts à

l'intérieur du mouvement sioniste pendant la période précédant la création de l'Etat d'Israël. L'étude de Galnoor nous offre un modèle théorique pour comprendre les concepts de frontière, de territoire et d'Etat à travers le mouvement sioniste. Bien que l'auteur s'efforce de débattre de ces concepts, le cadre de l'ouvrage reste limité et ses sous-entendus sont problématiques. En premier lieu, je résumerai les idées clés de l'ouvrage, pour ensuite procéder à une lecture critique de la thèse principale.

Galnoor souligne que la compréhension de la question passe par l'examen des positions palestiniennes et israéliennes et les liens qui existent entre les événements de 1937 et ceux d'aujourd'hui : « [...] *plus je lisais les arguments avancés en 1937, plus je réalisais à quel point les choses avaient peu changé dans le débat fondamental concernant le territoire et les frontières depuis les dernières cinquante années. Pas un seul argument avancé aujourd'hui sur ces questions, aussi bien par les Israéliens que par les Palestiniens, qui n'ait été déjà exprimé par les participants du débat d'alors* » (p. 4). L'auteur illustre ce point de vue à travers un examen global des débats au sein du mouvement sioniste.

Le livre est concentré sur la procédure de prise de décision du mouvement sioniste à la suite du rapport de 1937 de la British Royal Commission, présidée par Lord Peel. La thèse principale est que les débats de 1937 furent les plus vastes ayant jamais eu lieu au sein du mouvement sioniste, bien que les décisions prises à la suite n'aient pas eu d'effet à court terme, les Britanniques ayant abandonné les recommandations de la commission Peel. La décision principale favorisait un partage territorial en échange de la souveraineté. Cette période constitue donc la croisée des chemins pour le mouvement sioniste, puisque les arguments « instrumentaux » (*instrumental*) avaient réussi à supplanter les arguments « expressifs » (*expressive*), préparant ainsi le terrain au plan de partage de 1947 et à l'apparition de l'Etat israélien.

Dans ce schéma, les arguments « expressifs » concernent l'Histoire, la communauté nationale, la culture religieuse, la géographie et les symboles, tandis que les arguments « instrumen-